Au conseil métropolitain de TPM, où la culture de l'unanimité est solidement ancrée, cette campagne législative pas comme les autres est celle de tous les dangers. (Photo doc. V. L. P.)

L'unité métropolitaine à l'épreuve des législatives

Comment afficher une cohésion alors que l'on soutient des candidats différents ? La question qui se pose aujourd'hui est inédite au sein des instances de Toulon-Provence-Méditerranée.

Depuis plus de vingt ans que Toulon Provence Méditerranée existe, on n'avait jamais assisté à pareille situation. Dans un territoire historiquement ancré à droite et avec le leadership fort d'Hubert Falco, l'unité au sein du « pack » intercommunal s'est toujours solidement affichée. Et les conflits, lorsqu'ils surviennent, se règlent toujours derrière des portes fermées, laissant aux observateurs photos de famille impeccables et déclarations policées.

Mais le « big bang » macronien est passé par là, provoquant une recomposition jusque sur les bords de la rade, là où on l'attendait le moins.

En août 2020, alors qu'il est encore un membre éminent des Républicains, Hubert Falco déjeune avec le chef de l'Etat. Le début d'un rapprochement qui se traduira, un an plus tard, par l'annonce d'un soutien pour la présidentielle de 2022. Le maire de Toulon entraîne dans son sillage un certain nombre de maires, dont des membres « historiques » des Républicains.

Situations rocambolesques

La campagne des législatives s'ouvre aujourd'hui dans ce contexte délicat.

Sur les douze communes de TPM, quatre maires soutiennent aujourd'hui les candidats estampillés « majorité présidentielle » dans la confédération Ensemble (Toulon, Le Revest, La Valette, Le Pradet), sept autres demeurent fidèles au parti LR (La Seyne, Hyères, La Garde, La Crau, Six-Fours, Saint-Mandrier, Ollioules). Le douzième, celui de Carqueiranne, affiche une neutralité prudente.

Dans certains secteurs, la confusion atteint son comble. A Hyères, le premier magistrat (LR) a appris samedi qu'une de ses élues historiques était investie par le mouvement Ensemble.

Plus étonnant encore, au Pradet, où le premier magistrat Hervé Stassinos est suppléant d'Isabelle Montfort, la candidate soutenue par le Président dans la troisième circonscription… alors que sa propre première adjointe Valérie Rialland est candidate LR dans cette même circonscription. Vous n'y comprenez plus rien ? C'est normal.

Ce mois de campagne s'annonce délicat pour les édiles métropolitains qui auront à cœur de soutenir « leurs » candidats, mais sans donner l'impression de vouloir ébranler la fameuse unité métropolitaine.

Peser chaque mot, même sur les réseaux sociaux

Dans ce climat, chaque photo, chaque déclaration sur les réseaux sociaux doit être pesée finement, au risque d'être rapidement interprétée.

Illustration avec un message de Gilles Vincent, publié le week-end dernier, au moment où l'on apprend que la députée LREM de la 2e circonscription Cécile Muschotti sera candidate dans la 7e, laissant l'investiture macroniste à Ange Musso. « *Pour faire plaisir à ses barons, Jupiter a déplacé des candidats d'En Marche et les a parachutés dans d'autres circonscriptions* », s'émeut le maire de Saint-Mandrier qui soutient le candidat LR Romain Vincent (son fils). La petite phrase, sibylline, est immédiatement relevée par Amaury Navarranne (RN) qui y voit une forme de tacle de la part de Gilles Vincent à l'endroit du président de TPM.

Rapidement, le maire de Saint-Mandrier doit clarifier sa position, indiquant qu'il faisait « *bien sûr référence aux barons nationaux que sont MM. Philippe, Bayrou, Reuster* (Riester, Ndlr) *et Castaner* ».

Le même jour, le post virulent de Jean-Sébastien Vialatte (« La Seyne n'est pas la poubelle de Toulon ») se chargeait d'animer les réseaux sociaux, des deux côtés de la rade…

Les yeux dans les yeux, lundi matin

Dans ce contexte un peu fébrile, rien ne vaut une franche explication. Lundi matin, la réunion hebdomadaire des maires de la Métropole a pris un tour un peu particulier. « *On a demandé aux fonctionnaires de sortir, afin de pouvoir avoir un échange direct entre nous* », confie l'un des douze participants.

Une discussion parfois tendue, mais indispensable, juge un autre élu présent. Il s'agissait de convenir d'un mode de fonctionnement qui ne mette pas en péril l'institution. « *On sait qu'il y aura un mois de campagne et des situations peut-être un peu délicates, parfois. Mais ce qui compte c'est que dès que le temps de l'élection sera terminé, il faudra se remettre au travail* », souffle un proche. Une version optimiste que ne partagent pas forcément tous les observateurs privilégiés, certains craignant que ce scrutin législatif ne laisse de traces indélébiles.

CHRISTOPHE GAIGNEBET
cgaignebet@nicematin.fr

Pas de campagne pour H. Falco chez les maires LR

Comme pour codifier quelque peu cette situation ô combien inédite, Hubert Falco a annoncé, ce jeudi, de quelle manière il entendait mener cette campagne, afin de sauvegarder « *l'esprit métropolitain, gage de dynamisme et de cohésion* ».

Lui qui soutient les candidats de la majorité présidentielle indique qu'il s'engage « *à ne pas participer à une réunion électorale dans une commune détenue par un maire ami ne partageant pas mes choix* ».

En clair, le président de la Métropole ne fera pas campagne pour Isabelle Montfort à Hyères, La Crau ou La Garde.

Il ne devrait pas non plus aller encourager Cécile Muschotti à La Seyne ou Six-Fours. Mais cette dernière ne s'attendait sans doute pas à grand-chose de la part d'Hubert Falco, contre qui elle s'est présentée aux municipales de 2020 à Toulon.

(Photo doc Frank Muller)